



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 20514

Nom ou dénomination : AB CAVE

Ce dépôt a été enregistré le 06/09/2017 sous le numéro de dépôt 90950

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 06-09-2017

N° DE DEPOT : 2017R090950

N° GESTION : 2017B20514

N° SIREN :

DENOMINATION : AB CAVE

ADRESSE : 12 rue du Rocher 75008 Paris

DATE D'ACTE : 21-08-2017

TYPE D'ACTE : Certificat

NATURE D'ACTE : Liste des souscripteurs

«AB Cave»

Société par Actions Simplifiée au capital de 6.000 €
Divisé en 6.000 parts de 1 € de valeur nominale
Siège social : 12 rue du Rocher 75008 PARIS
RCS PARIS (en cours d'immatriculation)

SOUSCRIPTEURS DU CAPITAL

Le capital social est fixé à SIX MILLE (6.000) EUROS, divisé en 6.000 actions de un (1,00) Euro chacune de valeur nominale, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et libérées du cinquième de leur valeur nominale.

- A Monsieur Nicolas JOHANNET, 2.640 ACTIONS de UN (1) EURO, Numérotées de 1 à 2 640, ci	2.640 Actions
- A Madame Anne-Charlotte RAZET, 2.640 ACTIONS de UN (1) EURO, Numérotées de 2.641 à 5 280, ci	2.640 Actions
- A Madame Flavie PIOT, 360 ACTIONS de UN (1) EURO, Numérotées de 5 281 à 5 640, ci	360 Actions
- A Monsieur Maxime PALLOT, 180 ACTIONS de UN (1) EURO, Numérotées de 5.641 à 5 820, ci	180 Actions
- A Monsieur Charles VALLET, 180 ACTIONS de UN (1) EURO, Numérotées de 5.821 à 6 000, ci	180 Actions

TOTAL égal au nombre d'actions composant le Capital Social : 6.000 Actions
De (1) EURO, numérotées de 1 à 6.000, ci 6.000 Actions

Fait et signé à PARIS, en six exemplaires, dont un pour l'enregistrement, un pour le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de PARIS, un pour chacune des parties, enfin un pour les archives de la société.

L'an deux mille dix-sept,
Le 28 Juillet 2017,

Monsieur Nicolas JOHANNET Associé et Président -

« Lu et approuvé et signature »

Lu et approuvé 

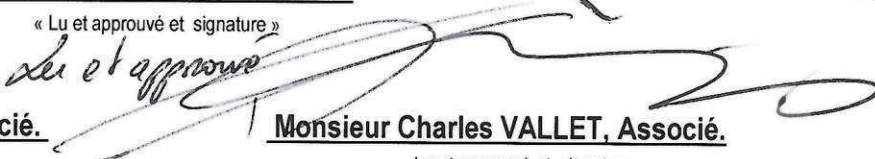
Madame Anne-Charlotte RAZET, Associée et Directeur Général.

« Lu et approuvé et signature »

Lu et approuvé 

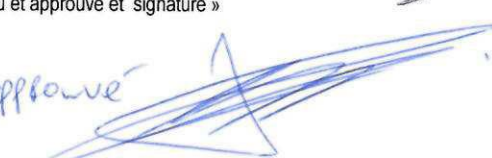
Madame Flavie PIOT, Associée.

« Lu et approuvé et signature »

Lu et approuvé 

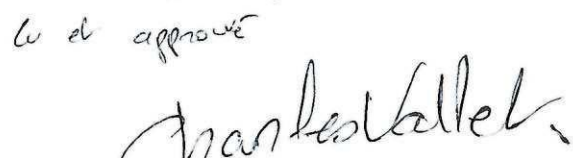
Monsieur Maxime PALLOT, Associé.

« Lu et approuvé et signature »

Lu et approuvé 

Monsieur Charles VALLET, Associé.

« Lu et approuvé et signature »

Lu et approuvé 



Crédit Industriel et Commercial

CIC PARIS LOUVRE ETIENNE MARCEL

11 RUE DE TURBIGO 75001 PARIS

☎ 0820 01 06 38 (Service 0,12 €/min + prix appel) FAX 01 40 28 90 98 ✉ 10638@cic.fr BIC : CMCIFRPP

Création de Société par Actions Simplifiée

ATTESTATION DE BLOCAGE DU CAPITAL SOCIAL

La banque ci-après :

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL CIC PARIS LOUVRE ETIENNE MARCEL, 11 RUE DE TURBIGO 75001 PARIS déclare et atteste avoir reçu en dépôt la somme de 1 200 €.

Mr JOHANNET Nicolas, représentant de la société AB Cave S.A.S., Société par Actions Simplifiée actuellement en voie de formation dont le siège social se situe 12 RUE DU ROCHER 75008 PARIS, déclare que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital social correspondant aux apports en numéraire de la Société par Actions Simplifiée en formation, ainsi qu'il a été versé par l'ensemble des actionnaires.

Liste des actionnaires	Nombre d'actions	Somme versée
Mr JOHANNET Nicolas	2640	420 €
Melle RAZET Anne-Charlotte	2640	420 €
Mme PIOT Flavie	360	360 €
Mr PALLOT Maxime	180	0 €
Mr VALLET Charles	180	0 €

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial :

30066 10638 00020690202 45

jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation.

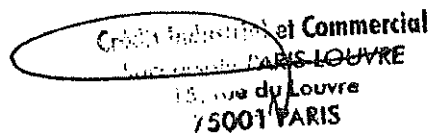
La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

Le 21 août 2017

Le déposant
("lu et approuvé" + signature)

Stéphanie RAFFRAY
Chargée d'Affaires Professionnelles
stephanie.raffray@cic.fr

JST14



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 06-09-2017

N° DE DEPOT : 2017R090950

N° GESTION : 2017B20514

N° SIREN :

DENOMINATION : AB CAVE

ADRESSE : 12 rue du Rocher 75008 Paris

DATE D'ACTE : 28-07-2017

TYPE D'ACTE : Statuts constitutifs

NATURE D'ACTE :

«AB Cave»

Société par Actions Simplifiée au capital de 6.000 €

Divisé en 6.000 parts de 1 € de valeur nominale

Siège social : 12 rue du Rocher 75008 PARIS

RCS PARIS (en cours d'immatriculation)

ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Nicolas JOHANNET demeurant 24, rue Philippe Hecht (75019) PARIS
De Nationalité Française, né le 08 Avril 1983, à (94440) VILLECRESNES

Conjoint de Mme Anne-Charlotte RAZET.

De première part

Madame Anne-Charlotte RAZET demeurant 24, rue Philippe Hecht (75019) PARIS,

De Nationalité Française, née le 21 Mai 1982, à (94130) Nogent-Sur-Marne,

Conjointe de M. Nicolas JOHANNET

De seconde part

Madame Flavie PIOT, Epouse de Monsieur Jean-Marie VILAIN avec lequel elle demeure 5, Allée de l'Amourette (94700) MAISONS-ALFORT,

De Nationalité Française, née le 30 Décembre 1977, à (92150) Suresnes,

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Mariée sous le régime de la séparation de biens aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Guillaume BRUYERRE, Notaire en résidence 41 rue du Bac à VAILLY SUR AISNE préalablement à son union célébrée à la mairie de SAINT MAUR DES FOSSES le 14 Septembre 2013 avec Monsieur Jean Marie VILAIN.

Laquelle déclare n'avoir fait aucune modification à son régime matrimonial.

De troisième part

Monsieur Maxime PALLOT demeurant 35, rue de la Harpe (75005) PARIS

De Nationalité Française, né le 25 Juillet 1984 à (98718) PAPEETE

Célibataire

JP. ver a
MP NT

De quatrième part

Monsieur Charles VALLET demeurant 22 rue de la Verrerie (75004) PARIS,
De Nationalité Française, né le 21 Juin 1995, à (38000) GRENOBLE

Célibataire

De Cinquième part

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par actions simplifiée qu'ils sont convenus de constituer.

FP.111 CV
100 10

STATUTS

Article 1 - Forme

La Société est une Société par Actions Simplifiée régie par les Articles 227-1 à 227-20 du Code de Commerce et par les présents statuts.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

La société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne compter qu'un seul associé personne physique ou personne morale.

Dans le silence des statuts, il sera fait, en tant que de raison, application des dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés anonymes.

Article 2 – Objet

La Société a pour objet social, en France et à l'étranger :

Organisation de Foires, Salons Professionnels et congrès et Location de Terrain et de biens immobiliers

Toutes formes d'assistance, de conseils et de prestations de service dans ces activités.

La participation, de quelque façon qu'elle puisse se concevoir dans tous commerces ou activités similaires exploités soit par des sociétés, soit par des particuliers,

L'acquisition et la gestion de tous portefeuilles de valeurs mobilières et immobilières,

Le dépôt, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et marques concernant l'objet social, ainsi que leur défense,

La création, l'achat, l'exploitation, la gestion, l'administration, la vente, la prise de participation dans toutes sociétés ou dans tous groupements français ou étrangers, ayant un objet similaire ou de nature à développer les affaires sociales,

Le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou location - gérance de tous biens et autres droits, et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de développer la société.

Article 3 – Dénomination

La dénomination sociale est **«AB Cave»**

FF. 17/01/15
100 15

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé : 12 rue du Rocher 75008 PARIS

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine décision collective Ordinaire des Actionnaires et en tous autres endroits par décision collective Extraordinaire.

Article 5 - Durée - Exercice social

5.1 / La durée de la société est fixée, sauf dissolution anticipée ou prorogation, à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

5.2/ L'exercice social d'une durée de 12 mois commence le 1^{er} Janvier et se termine le 31 Décembre de l'année suivante.

Par exception le premier exercice aura une durée qui commencera à courir du jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et se terminera au 31 Décembre 2018.

Article 6 - Apports

Les soussignés font apport à la société, lors de sa constitution de, savoir :

- Monsieur Nicolas JOHANNET, une somme en numéraire de	2 640,00 €
- Madame Anne-Charlotte RAZET, une somme en numéraire de	2 640,00 €
- Madame Flavie PIOT, une somme en numéraire de	360,00 €
- Monsieur Maxime PALLOT, une somme en numéraire de	180,00 €
- Monsieur Charles VALLET, une somme en numéraire de	180,00 €

Total des apports..... 6.000,00 €

Ces apports sont libérés à concurrence d'une somme de 1 200,00 € correspondant à la souscription de 6.000 actions de 1,00 Euro chacune, souscrites en totalité et libérées, du cinquième de leur valeur nominale suivant un certificat dressé le 28 Juillet 2017 par la banque CIC 15 rue du Louvre 75001 PARIS dépositaire des fonds des souscripteurs le 28 Juillet 2017.

Les apports libérés à concurrence d'une somme de 1 200.00 € ont été fait par Monsieur Nicolas JOHANNET et Mme Anne-Charlotte RAZET à concurrence 840.00 € et Mme Flavie PIOT à concurrence de 360.00 €.

La libération du surplus, soit 4 800,00 €, devra intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président et dans un délai de cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des sociétés.

MP CV
H. RAZET
F. PIOT

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à **Six MILLE (6.000) EUROS, divisé en 6.000 actions de un (1,00) Euro chacune de valeur nominale**, toutes de même catégorie, **entièrement souscrites et libérées du cinquième de leur valeur nominale**, réparties entre les Actionnaires dans la proportion de leurs apports respectifs et de leurs droits sociaux, de la manière suivante :

- A Monsieur Nicolas JOHANNET, 2.640 ACTIONS de UN (1) EURO, Numérotées de 1 à 2 640, ci	2.640 Actions
- A Madame Anne-Charlotte RAZET, 2.640 ACTIONS de UN (1) EURO, Numérotées de 2.641 à 5 280, ci	2.640 Actions
- A Madame Flavie PIOT, 360 ACTIONS de UN (1) EURO, Numérotées de 5 281 à 5 640, ci	360 Actions
- A Monsieur Maxime PALLOT, 180 ACTIONS de UN (1) EURO, Numérotées de 5.641 à 5 820, ci	180 Actions
- A Monsieur Charles VALLET, 180 ACTIONS de UN (1) EURO, Numérotées de 5.821 à 6 000, ci	180 Actions

TOTAL égal au nombre d'actions composant le Capital Social : 6.000 Actions

De (1) EURO, numérotées de 1 à 6.000, ci 6.000 Actions

Article 8 - Modifications du capital

Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, sur rapport du Président de la Société, par décision collective des Actionnaires prise dans les conditions de quorum et de majorité fixées aux présents statuts.

Les Actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les Actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

La collectivité des Actionnaires peut également décider la suppression de ce droit.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux Actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, la collectivité des Actionnaires statue aux conditions de quorum et de majorité propres à l'adoption des décisions ordinaires.

La collectivité des Actionnaires peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Réduction du capital social

719 CV
H. DEE

La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des Actionnaires qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des Actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Libération des actions

Toutes les actions d'origine formant le capital initial et représentant des apports en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, soit à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des actionnaires, sur un registre tenu par la société dans des conditions et modalités fixées par la loi.

Article 10 - Agrément

La cession des Actions entre Actionnaires comme la cession d'actions au profit du Président dans la limite du nombre d'actions nécessaires à l'exercice de la fonction, sont libres.

Les Actions ne peuvent être cédées à un tiers étranger à la société, qu'avec le consentement de la majorité des Actionnaires représentant au moins les trois quart des actions composant le capital social ; cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des actions de l'Actionnaire cédant.

L'agrément résulte soit d'une décision collective des Actionnaires, soit du défaut de réponse dans le

11/10
H. RELIX

délai de trois mois à compter de la demande.

L'agrément, quand il existe, concerne toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant transfert de la propriété ou de la propriété démembrée des actions, quelle qu'en soit sa qualification, y compris celle qui emporte transmission universelle du patrimoine (fusion, succession).

L'agrément s'applique aux cessions de droit d'attribution d'actions gratuites en cas d'incorporation au capital de bénéfices ou réserves ou primes d'émission ou de fusion.

L'agrément ne joue pas envers le bénéficiaire (cessionnaire ou attributaire) de droits de souscription liés à une augmentation de capital en numéraire ou par apport en nature ; l'agrément résulte de la procédure d'augmentation de capital arrêtée par les Actionnaires.

Pour les opérations donnant lieu à agrément, une demande sera faite indiquant les qualités du bénéficiaire potentiel (nom, prénom, domicile ou dénomination, siège, capital, R.C.S.), la nature de l'opération projetée, le nombre d'actions dont le transfert est envisagé et leur prix ou la valeur retenue pour l'opération ; en cas de transmission suite au décès de l'actionnaire, les ayants droit devront justifier de leur qualité d'héritier (certificat d'hérédité, notoriété) et de conjoint commun ou non en biens, selon le cas.

La demande d'agrément est notifiée à la société par lettre recommandée avec avis de réception, ou par voie d'Huissier en vue d'obtenir une date opposable à la société. Au vu de cette demande, le président de la société dispose d'un délai maximum de trois mois (date à date) pour agréer ou non la personne désignée ; il notifie sa décision au demandeur. A défaut de réponse du président dans le délai de trois mois à compter de la date de la demande faite, l'agrément sera acquis et l'opération envisagée pourra se réaliser.

En cas de refus d'agrément tacite ou dûment notifié, le demandeur peut renoncer à l'opération dès lors que la nature de l'opération le permet (la renonciation ne pouvant intervenir par exemple en cas de transmission par décès).

Si la société n'a agréé pas la personne désignée, celle-ci est tenue dans le délai de trois mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire, soit par un tiers, soit, avec le consentement du titulaire des actions transférées, par la société en vue d'une réduction de capital. À défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Au vu du rapport d'expertise, chaque partie peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les quinze jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si, à l'expiration du délai de trois mois prévu à l'alinéa précédent, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur n'ait renoncé à son projet si la nature de l'opération le permet. En cas d'acquisition par la société et en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit du ou des acquéreurs, le demandeur devenu cédant sera invité par le président à signer l'ordre de mouvement correspondant dans le bref délai qu'il fixera. À défaut de signature de ce document dans le délai imparti, la cession sera réalisée d'office sur signature de ce document par le président, puis sera notifiée au cédant avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession.

En cas d'acquisition par la société de ses propres actions, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler en réduisant son capital.

La présente clause d'agrément est inapplicable en cas de réunion de toutes les actions en une seule

Handwritten signature and initials: "H. DP" and "M. C. M."

main.

Lorsque la société a donné son accord à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des titres gagés en application de l'article 2078 du Code Civil.

Article 11 – Location des actions

La location des actions est interdite.

Article 12 – Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions de présents statuts sont nulles.

Article 13 - Modifications dans le contrôle d'un actionnaire

En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une Société associée, cette dernière doit en informer au préalable la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président au moins 30 jours précédent le changement de contrôle. La notification doit préciser la date envisagée pour le changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux associés qui la contrôlent et/ou la dirigent.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article « Exclusion d'un associé ».

Dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la notification du changement de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle serait modifié, telle que prévue à l'article « Exclusion d'un associé ».

Si la Société n'engage pas la procédure, de rachat, et/ou d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

Article 14- Exclusion

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :
- violation des dispositions des présents statuts ;

PP CV
FP. RCL-M

- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par une décision collective des associés statuant à la majorité des Actionnaires représentant au moins les trois quarts des actions composant le capital social ;

L'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres associés ;
- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard 15 jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément et/ou de préemption prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 30 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

FF CV
FF. AR 15

Article 15 - Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à la part fixée par les présents statuts et donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la Loi et les statuts.

Les Actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe, sauf disposition contraire des statuts.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des Actionnaires et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les Actionnaires possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

Article 16 - Comptes courants

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé. Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit deux mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

Article 17 - Président

La société est gérée et administrée par un Président qui peut être une personne physique ou morale.

Le Président est nommé par les Associés en assemblée ordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues aux présents statuts.

L'actionnaire investi des fonctions de Président ou qui demande son investiture ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Quand il s'agit d'une personne physique, cette dernière ne peut être âgée de plus de **80 ans**. Lorsqu'elle dépasse cet âge au cours du mandat, elle est réputée démissionnaire d'office lors de la plus

PP CV
F.P. SR 18

prochaine décision des Actionnaires et mettra à l'ordre du jour de cette réunion la décision de son remplacement.

Le Président exerce ses fonctions dans des conditions (notamment de rémunération) fixées par la collectivité des associés.

La décision collective des Actionnaires qui nomme le Président de la société fixe la durée de son mandat.

Dans le silence de celle-ci, il est réputé être nommé pour une durée indéterminée.

Le président sortant est toujours rééligible.

Le président est révocable ad nutum pour un motif grave.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à 60 jours, dûment constaté par les associés, il est pourvu dans un délai de 30 jours à son remplacement par une personne morale ou physique désignée par accord des associés. Le Président par intérim ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toutefois à titre de règlement intérieur, dans les rapports avec les actionnaires, le Président ne peut, sans l'accord de l'unanimité desdits actionnaires, et sauf à engager sa responsabilité personnelle :

- décider des investissements supérieurs à 10.000 euros,
- céder des éléments d'actif d'une valeur supérieure à 10.000 euros,
- procéder à la création de filiales, prendre des participations.

Article 18 - Autres organes dirigeants

Directeur général

Les actionnaires, sur proposition du Président, nomment en assemblée ordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues aux présents statuts, un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques.

Les pouvoirs, la durée des fonctions, la rémunération du directeur général sont fixés dans l'assemblée qui le nomme.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le directeur général dispose, s'il est inscrit au registre du Commerce et des Sociétés à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président.

FR 10215

Le directeur général ne peut être âgé de plus de **80 ans**. Lorsqu'il dépasse cet âge au cours du mandat, il est réputé démissionnaire d'office lors de la plus prochaine décision des Actionnaires qui mettra à l'ordre du jour de cette réunion la décision de son remplacement.

Le Directeur général est révocable ad nutum pour un motif grave.

Article 19 - Création d'un comité de direction

Les Associés représentant plus de la moitié des actions composant le capital pourront demander au Président de créer un comité de Direction dont la vocation sera de :

- déterminer les grandes orientations de l'entreprise,
- déterminer les axes et choix stratégiques de l'entreprise,
- prévoir si il y a lieu certaines actions ponctuelles,
- régler le bon fonctionnement de l'information entre les différents services et faciliter la communication entre ceux ci,
- informer les différents acteurs de la Société de l'évolution économique de celle ci,

Ce Comité se réunira trimestriellement à raison de 4 réunions par an, suivant un calendrier qui sera communiqué aux membres qui le composeront,

Ce Comité ne pourra délibérer que sur l'ordre du jour établi par son Président après consultation des services de l'entreprise.

Ce Comité émettra des avis et recommandations qui sont répercutés aux services de l'entreprise qui donneront lieu si le besoin s'en fait sentir à des réunions d'Assemblée des Associés dans les conditions légales.

Les décisions ordinaires de ce comité seront prises à la majorité simple, celles qui ont un caractère extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers.

Ce Comité sera composé de :

- du Président de la Société qui en sera le président et membre de droit,
- du ou des Directeurs Généraux,
- de tous techniciens susceptibles d'éclairer les participants,
- de l'Expert Comptable de l'Entreprise sur les problèmes financiers rencontrés par celle ci.
- de certains Salariés de l'entreprise de manière ponctuelle, avec voix consultatives,
- Et d'un Secrétaire dépourvu de voix délibérative.

Article 20 Conventions entre la société et les dirigeants

Le Président, le directeur général, avisent les commissaires aux comptes, des conventions réglementées intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, ou conclues avec la société dans laquelle ils sont directement ou indirectement intéressés dans le délai 30 jours à compter de la conclusion des dites conventions.

À l'occasion de la consultation des associés sur les comptes annuels, le commissaire aux comptes, ou en son absence, le Président, présente aux actionnaires, un rapport sur l'ensemble de ces

Mr CV
F.P. 202 15

conventions. L'actionnaire ou le dirigeant au profit de qui une telle convention est intervenue ne participe pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le dirigeant l'ayant conclue, d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, aux directeurs généraux et à tout autre dirigeant de la société.

Article 21 - Décisions devant être prises collectivement

Les décisions qui doivent être prises collectivement par les Actionnaires, tant en vertu de la loi que des présents statuts sont :

⇒ **réputées ordinaires quand elles concernent :**

- l'approbation des comptes annuels.
- l'approbation ou le refus des conventions réglementées ;
- la nomination de commissaires aux comptes en cours de la vie sociale ;
- la nomination, la révocation et la rémunération du Président et d'un Directeur général ;

⇒ **réputées extraordinaires quand elles concernent :**

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de capital ;
- la transmission des actions
- la fusion, la scission ou la mise en dissolution de la société ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation et aux pouvoirs du liquidateur ;
- la transformation de la société en toute autre forme ;
- la prorogation de la durée de la société ;
- la modification de dispositions statutaires, hormis les dispositions prévues pour le changement du siège Social sur décision du Président.
- le changement de nationalité de la Société ;

Toutes autres décisions relèvent de la compétence de Président.

Article 22- Quorum - vote - Conditions de majorité

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi ou des présents statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Lors des délibérations collectives Ordinaires, les décisions sont prises à la majorité des Actionnaires présents ou représentés. Ils ne délibèrent valablement sur première convocation que s'ils représentent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation aucun quorum n'est requis et les décisions sont prises à la majorité simple.

11/01/15
F.P. 1002 105

Lors des délibérations collectives extraordinaires ayant trait à des modifications ou l'adoption de clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, l'agrément préalable de la Société pour toutes cessions d'actions, la suspension des droits de vote, l'exclusion d'un associé ou la cession forcée de ses actions, consécutivement ou non au changement de contrôle d'une personne morale, les décisions sont prises à la majorité des Actionnaires représentant au moins les trois quarts des actions composant le capital social.

Les délibérations collectives extraordinaires ayant pour objet des décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des Actionnaires doivent être prises à l'unanimité des Actionnaires présents ou représentés.

Lors des délibérations collectives extraordinaires, les Actionnaires ne délibèrent valablement que si les Actionnaires présents ou représentés possèdent au moins sur première convocation, le tiers des actions ayant le droit de vote et sur deuxième convocation le quart des actions ayant le droit de vote.

Article 23 - Modalités pratiques de consultation

Assemblées. Les Actionnaires sont réunis en assemblée sur convocation du président ou en cas de carence sur celle du commissaire aux comptes. Le commissaire aux comptes est convoqué à toutes les assemblées.

L'auteur de la convocation choisit le mode de convocation qu'il considère le mieux adapté et il fixe l'ordre du jour ; il donne connaissance aux Actionnaires par tout moyen approprié des résolutions devant être prises. L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu, suivant les indications figurant dans la convocation.

Le délai minimum entre la convocation et la tenue de l'assemblée est de quinze jours. Il peut être ramené à 8 jours en cas d'urgence et si tous les Associés présents ou représentés sont d'accord. Le procès verbal actera de cet accord.

Tout actionnaire non présent physiquement peut exercer son droit de vote par mandataire.

L'assemblée est présidée par le président de la société ou à défaut par l'actionnaire présent ou représenté détenant le plus grand nombre d'actions sous réserve qu'il accepte cette fonction ; le président peut se faire assister d'un secrétaire de son choix.

Toute délibération de l'assemblée des Actionnaires est constatée par un procès-verbal qui mentionne sous la responsabilité du président les éléments nécessaires à l'information des Actionnaires et des tiers et notamment le sens du vote, intervenu résolution par résolution.

Les procès-verbaux sont établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité et paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou inversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibération des Actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président.

Consultation écrite. En cas de consultation écrite à l'initiative du président, il adresse, dans les formes qu'il considère les mieux adaptées, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents

118 CV
F.P. 12 15

nécessaires à l'information des Actionnaires. Le commissaire aux comptes est préalablement informé de toute consultation écrite et du texte des résolutions proposées.

Ces Actionnaires disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la réception des projets de résolution pour émettre leur vote ; le vote peut être émis par tous moyens. Lorsque le document ou le support n'exprime pas un vote précis pour une ou plusieurs résolutions, l'actionnaire sera présumé s'être abstenu.

Actes. Les Actionnaires, à la demande du président, prennent les décisions dans un acte ; l'apposition des signatures et paraphes de tous les Actionnaires sur ce document unique vaut prise de décision. Le commissaire aux comptes est tenu informé des projets d'acte emportant prise de décision ; une copie de l'acte projeté lui est adressée sur simple demande.

Cet acte devra contenir : les conditions d'information préalables des Actionnaires et, s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité (nom, prénoms, domicile) de chacun des signataires du document.

L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la société pour être enliassé dans le registre des procès-verbaux.

Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la date, la nature, l'objet de l'acte, les noms et prénoms de tous les signataires de cet acte.

Pour les besoins des tiers ou des formalités, le président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

Article 24 - Information des Actionnaires

Pour chaque consultation des Actionnaires qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du commissaire aux comptes et/ou à un rapport du président, copies de ces documents sont adressées aux Actionnaires lorsque la consultation n'a pas lieu par voie de réunion des Actionnaires.

Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les Actionnaires peuvent, 5 jours avant la date prévue, prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés s'il en est établi, du rapport du président, du ou des rapports des commissaires aux comptes, du tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire ; des frais de copie peuvent être réclamés par la société. Il appartient au président d'assurer aux Actionnaires une information loyale dans le cadre des décisions qu'ils ont à prendre.

Article 25 - Comptes annuels et résultats sociaux

Dans les six mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter les actionnaires sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice

17/01/15
F.P. 15

distribuable de l'exercice, et ensuite sur les réserves dont la société à la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes distribués aux actionnaires sont proportionnels à leur participation au capital social de la société.

Article 26 - Contrôle des comptes

Si la Loi l'exige, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires ou suppléants peuvent être désignés dans les conditions prévues par l'article L.223-35 du code du commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 27 - Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

Article 28 - Dissolution et liquidation

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des associés prise aux conditions de quorum et de majorité prévues par les statuts.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Les associés qui décident la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'auraient pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Si la société ne comprend plus qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans liquidation préalable.

FP. ^{MP} _{per} ^{MP}

Article 29 - Contestations

Tous différends susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, soit entre les associés et les représentants légaux de la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumis aux tribunaux compétents.

TITRE IX – DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX **ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION**

Article 30 - Nomination du ou des dirigeants

- Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts pour une durée indéterminée est :

Monsieur Nicolas JOHANNET demeurant 24, rue Philippe Hecht (75019) PARIS
De Nationalité Française, né le 08 Avril 1983, à (94440) VILLECRESNES

Lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

- Le premier Directeur Général de société nommé aux termes des présents statuts pour une durée indéterminée est :

Madame Anne-Charlotte RAZET demeurant 24, rue Philippe Hecht (75019) PARIS,
De Nationalité Française, née le 21 Mai 1982, à (94130) Nogent-Sur-Marne,

Laquelle déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

Article 31- Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au Registre du commerce et des Sociétés.

- La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

- L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés. Cet état a été en outre tenu à la disposition des Actionnaires dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

- Le Président de la Société est par ailleurs, expressément habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits, dès l'origine, par la Société, après vérification par la collectivité des Actionnaires, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

11/01/2018
F.P.  M.

Article 32- - Pouvoirs – formalités de publicité - immatriculation

Les soussignés donnent mandat à Monsieur Nicolas JOHANNET, Président de la société, sus - nommé, et sus domicilié à l'effet de réaliser au nom et pour le compte de la société les actions suivantes :

- Signature d'un contrat de location, domiciliation dans lesquels la société établira son siège social
- Se faire justifier de l'origine de propriété régulière du bail et de tous titres et documents,
- Réaliser tous travaux nécessaires dans les lieux loués avec les entreprises de son choix,
- Acquérir tout le matériel et le mobilier nécessaires au bon fonctionnement de la société,
- Emprunter toutes les sommes nécessaires à ladite prise à bail auprès de tous établissements financiers de son choix et mise en place de toutes garanties exigées par lesdits établissements.
- Faire toutes déclarations fiscales ou autres au nom de la société AB Cave.
- Embaucher s'il y a lieu du personnel,
- Faire toutes formalités d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés,
- Obtenir la purge de toutes oppositions qui existeraient,
- Faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales,
- Ouvrir tous comptes bancaires, et les faire fonctionner, retirer le capital social,
- Payer les frais nécessaires pour la prise de contact de clients éventuels,
- Facturer au nom et pour le compte de la Société,
- Faire toutes élections de domicile et éventuellement toutes substitutions,

Fait et signé à Paris, en six exemplaires, dont un pour l'enregistrement, un pour le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de PARIS, un pour chacune des parties, enfin un pour les archives de la société.

L'an deux mille dix-sept,
Le 28 Juillet 2017,

Monsieur Nicolas JOHANNET Associé et Président

« Lu et approuvé, bon pour acceptation de fonctions de Président et signature »

Lu et approuvé Bon pour acceptation de fonctions de Président

Madame Anne-Charlotte RAZET, Associée et Directeur Général.

« Lu et approuvé bon pour acceptation de fonctions de Directeur Général et signature »

Lu et approuvé bon pour acceptation de fonctions de Directeur Général RAZET

Madame Flavie PIOT, Associée.

« Lu et approuvé et signature »

Lu et approuvé

Monsieur Maxime PALLOT, Associé.

« Lu et approuvé et signature »

Lu et approuvé

Monsieur Charles VALLET, Associé.

« Lu et approuvé et signature »

Lu et approuvé

Charles Vallet.

«AB Cave»

Société par Actions Simplifiée au capital de 6.000 €

Divisé en 6.000 parts de 1 € de valeur nominale

Siège social : 12 rue du Rocher 75008 PARIS

RCS PARIS (en cours d'immatriculation)

Liste des engagements pris Pour le compte de la Société par Les fondateurs

Monsieur Nicolas JOHANNET Associé et Président a réalisé pour le compte de la société, dans le cadre de la constitution, les actions suivantes :

- Signature d'un contrat de location, domiciliation dans lesquels la société établira son siège social
- Se faire justifier de l'origine de propriété régulière du bail et de tous titres et documents,
- Réaliser tous travaux nécessaires dans les lieux loués avec les entreprises de son choix,
- Acquérir tout le matériel et le mobilier nécessaires au bon fonctionnement de la société,
- Emprunter toutes les sommes nécessaires à ladite prise à bail auprès de tous établissements financiers de son choix et mise en place de toutes garanties exigées par lesdits établissements.
- Faire toutes déclarations fiscales ou autres au nom de la société AB Cave.
- Embaucher s'il y a lieu du personnel,
- Faire toutes formalités d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés,
- Obtenir la purge de toutes oppositions qui existaient,
- Faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales,
- Ouvrir tous comptes bancaires, et les faire fonctionner, retirer le capital social,
- Payer les frais nécessaires pour la prise de contact de clients éventuels,
- Facturer au nom et pour le compte de la Société,
- Faire toutes élections de domicile et éventuellement toutes substitutions,

Fait et signé à Paris, en six exemplaires, dont un pour l'enregistrement, un pour le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de PARIS, un pour chacune des parties, enfin un pour les archives de la société.

L'an deux mille dix-sept,
Le 28 Juillet 2017,

Monsieur Nicolas JOHANNET Associé et Président

« Lu et approuvé, bon pour acceptation de fonctions de Président et signature »

Lu et Approuvé, Bon pour acceptation de fonctions de Président

Madame Anne-Charlotte RAZET, Associée et Directeur Général.

« Lu et approuvé bon pour acceptation de fonctions de Directeur Général et signature »

Je déclare approuver bon pour acceptation de fonctions de Directeur Général

Madame Flavie PIOT, Associée.

« Lu et approuvé et signature »

Lu et approuvé

Monsieur Maxime PALLOT, Associé.

« Lu et approuvé et signature »

Lu et approuvé

Monsieur Charles VALLET, Associé.

« Lu et approuvé et signature »

Lu et approuvé

Charles Vallet